

## APRÈS LES ATTENTATS MEURTRIERS

## La Belgique vit très mal l'après-Zaventem et Maelbeek

**Yvan Mayeur, bourgmestre de Bruxelles, est à Paris. Le maire de la plus importante agglomération belge a des choses à dire aux Français, notamment à l'Andalouse Anne Hidalgo, mairesse de Paris. Chauda explication.**

**De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

Les politiques et les médias hexagonaux en font trop, il est vrai, dans le «Belgium-Bashing», Molenbeek par-ci, Scharbeek par-là, lorsque ce n'est pas Anderlecht, Liège ou Verviers, municipalités du royaume de Philippe et de la charmante Mathilde, accusées, toutes d'être des sanctuaires d'où partent les kamikazes, semeurs de mort, de désastres et de désolation dans toute l'Europe. Les Belges, contrairement à ce que l'on peut supposer, ne s'en laissent pas conter. Ils réagissent avec du «tact ferme», de la «modération diseuse» et aussi de la «réplique cinglante».

Inventeurs de mots, créateurs de belles formules, les Bruxellois répondent à leurs «frères de France» que ce n'est pas de leur faute, à eux, si Daesh s'est bien implanté en Syrie. Comprendre par là que ce n'est pas leur diplomatie qui a mis en danger l'Etat laïque à Damas, qui a aidé les nébuleuses terroristes et qui s'est allié avec les financiers de l'EI, l'Arabie Saoudite et le Qatar. La Belgique, certes, a été partie prenante des expéditions punitives politico-guerrières contre Bachar, mais elle l'a fait sans grande conviction, traînée par les pieds par l'OTAN, la France et la Grande-Bretagne.

Les Belges, taiseurs en politique étrangère, semblent, depuis, notamment le cas «Molenbeek» se rapprocher de la Syrie et même de la Russie. Le chef de la diplomatie russe, Lavrov, de passage à Bruxelles, avait, lors d'une conférence de presse, déclaré, gros cigare aux lèvres, «notre amitié» avec le Royaume de Belgique ne saurait être «altérée» par des cheminelements contradictoires.

Habile, le relex de Poutine tend la perche en proposant à la Belgique un deal qui isolerait la France de Fabius, alors ministre des AE et dont l'essentiel de son passage au Quai d'Orsay se résu-rait à pérorer «Bachar doit partir».

Aujourd'hui, la voie est ouverte par les nouveaux positionnements.

La presse néerlandophone, puissante, ouvre depuis une semaine sur la «Libération de Palmyre», «la victoire des lumières sur les ténèbres en terre d'Islam», «l'incon-

turnable Assad pour toute future élimination des bases arrière de Daesh» ou «l'idiotie de croire que l'armée syrienne sera vaincue par des mercenaires qui fuient, dès les premières vraies batailles». La Belgique joue gros, ces temps-ci. Capitale de l'Union européenne et abritant l'essentiel des structures de l'Alliance atlantique —Nato—, Bruxelles ne peut, comme ça, décider de sa politique. Ni intérieure ni extérieure.

Elle en sortirait dénudée, déplumée. A moins que le rapport de force au niveau mondial le permette. Les Belges prient Dieu, voire tous les dieux pour qu'un accord durable soit trouvé entre Obama et Poutine sur la Syrie pour qu'enfin, le potentiel diplomatique, traditionnellement d'arbitrage, puisse se libérer.

En attendant, ici, à Molenbeek, Schaerbeek, Anderlecht, station métro Maelbeek ou à l'aéroport Zaventem, devenus points de chute et de repère de tous les médias internationaux, cela ne va pas bien.

Les gens sont tristes, les regards fuyants, les mines grises, le cœur n'y est pas, n'y est plus. La peur le dispute à l'angoisse et le chant des sirènes des policiers, ambulanciers, gendarmes, sociétés privées de sécurité est la seule mélodie entendue et validée.

Le Belge, peu habitué à vivre sous tension de ce type, n'arrive



Des policiers montent la garde à Bruxelles le 22 mars 2016.

pas à démêler l'écheveau. Les experts, dont beaucoup bidon», les journalistes «spécialisés» et les formules à l'emporte-pièce des politiques ajoutent à sa perplexité.

«Pourtant, relate Geneviève, pensionnée de l'éducation, nous n'avons jamais fait de mal à l'Islam, chez nous». La journaliste qui l'interviewait prend, il est vrai, la peine de lui expliquer qu'il s'agit de «terroristes agissant au nom de l'Islam et non des musulmans». Est-ce, sera-ce suffisant ? dimanche, pour une marche «contre la peur», devenue «pour la paix», interdite mais tolérée par les pouvoirs publics, des centaines de militants d'extrême-droite arrivant de Vilvoorde, flamande,

s'affairaient à casser du «musulman», du «Marocain», de l'Arabe.

Colère non contenue de plusieurs associations de défense des droits de l'Homme, du bourgmestre de Bruxelles qui ne comprend pas qu'on puisse laisser prendre le train à des fauteurs de troubles alors même que leurs intentions étaient connues, non dissimulées. Ils visaient place de la Bourse, lieu culte des rassemblements, des hommages et des prises de parole contre les attentats ayant ciblé Bruxelles le 22 mars du mois en cours.

«Qu'a-t-on fait au bon Dieu, n'hésite pas à crier sa révolte, André, retraité de l'ULB (Université

de Bruxelles), aujourd'hui consultant sur les littératures comparées et les langues orientales, pour avoir un gouvernement qui laisse tomber Palmyre et qui ne se félicite pas de sa reprise à l'armée syrienne ?»

Cette colère, à peine contenue, d'André est la même que l'on trouve dans les bars, les lieux de rassemblement des gens ; bref, dans le café de commerce. Les gens poussent leur Etat à s'allier avec Bachar, le plus rapidement serait le mieux.

Au sein du gouvernement, composite, dirigé par le libéral francophone Charles Michel, ça tangué, ça se fissure. Les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont même présenté leur démission — refusée — à cause des graves «défaillances» et «dysfonctionnements» —quel euphémisme— précédant Zaventem et Maelbeek.

Pourtant, c'est depuis le 13 novembre de Paris que la Belgique ne sait plus où donner de la tête.

Les Belges pressentent, présentement, que plus rien ne sera comme avant, mais ils ont le sentiment, voire la certitude que l'après peut être pire que l'avant.

La presse ne cesse de leur rappeler, un malheur n'arrivant jamais seul, qu'une douzaine de terroristes, superbement armés, courent toujours et que la frontière franco-belge, poreuse, n'est pas une garantie pour le dormir-tranquille. Montée de l'extrême-droite. Ça ne va pas en Belgique. Objectivement et subjectivement.

Ressorts cassés.

A. M.

## DÉMANTÈLEMENT DE LA MINURSO

## «Une réaction du Maroc dangereuse pour la région»

**Avocat et professeur de droit à l'Université de Tizi-Ouzou, M<sup>e</sup> Tahar Eddine Ammari a affirmé que le démantèlement de la Mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental par le Maroc aura des conséquences graves pour la région du Maroc. Une déclaration faite lors d'une conférence organisée par le Comité des journalistes algériens solidaires avec le combat du peuple sahraoui pour son droit à l'autodétermination à l'Historial Larbi-Ben-M'hidi d'Alger-Centre.**

**Moumène Salih - Alger (Le Soir)** - La décision de renvoyer les fonctionnaires politiques onusiens en mission au sein de la Minurso est une réaction du Maroc aux récents revers qu'il a essuyés au niveau international. C'est une des explications avancées par le professeur Tahar Eddine Ammari lors de la conférence

animée hier. «La décision de la Cour de justice européenne sur l'illégalité de l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental, les pressions pour l'élargissement du mandat de la Minurso à la protection des droits de l'Homme et la dernière visite du Secrétaire général de l'ONU dans les territoires libérés et dans les

camps de réfugiés sont autant d'échecs qui ont conduit le Maroc à se retourner contre la Minurso», a précisé M<sup>e</sup> Ammari. Il a toutefois regretté que face à cette violation flagrante, le Conseil de sécurité se soit limité à «un simple communiqué de presse».

Pour le conférencier, le démantèlement de la Minurso est «une réaction du Maroc dangereuse pour la région» qui pourrait conduire le Front Polisario à décider d'une reprise des armes. Une éventualité affichée ouvertement par Mhamed Cheikh, chargé d'affaires de l'ambassade de la République arabe sahraouie à Alger. «Nous avons reçu une demande officielle des représentants de la diaspora sahraouie consistant à permettre à des centaines de jeunes de

retourner dans les camps de réfugiés. Aujourd'hui, comme l'ensemble de nos jeunes, ils ne sont pas du tout d'accord avec la politique du gouvernement sahraoui qui consiste à toujours calmer la situation. Ils veulent reprendre les armes et sont décidés à s'engager pour libérer leur pays», a-t-il assuré. De son côté, le professeur Ahmed Kateb de l'université d'Alger a rappelé les liens forts qui unissent le Maroc à Israël, à la France et à l'Arabie Saoudite. «Le Maroc reste la tête de pont de la France en Afrique et dans le monde arabe. La santé diplomatique et politique de Rabat dépend du soutien de Paris. Et aujourd'hui, sa santé financière et militaire dépend de l'Arabie Saoudite».

M. S.

## SYRIE

## L'armée syrienne avance face à Daesh

**Les troupes syriennes ont gagné encore du terrain hier face au groupe Daesh dans le centre de la Syrie après la reconquête de la ville antique de Palmyre désertée par ses habitants.**

Fort de son plus important succès face à Daesh, forgé avec les forces de l'allié russe, le pouvoir veut sécuriser Palmyre, située dans la province de Homs, pour éviter une contre-offensive des terroristes qui l'ont contrôlée pendant près de dix mois.

Hier, de violents combats se poursuivaient entre forces gouvernementales et terroristes aux environs d'Al-Qaryatayn, une localité située à 120 km à l'ouest de Palmyre tenue par Daesh, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG basée à Londres et proche de l'opposi-

tion. Cherchant à renforcer ses positions dans la province de Homs, l'armée s'est emparée avant l'aube de collines surplombant Al-Qaryatayn qui comptait une minorité chrétienne et avait été la cible en 2015 d'enlèvements menés par Daesh qui y avait aussi détruit un monastère. Outre al-Qaryatayn, les troupes loyalistes veulent reprendre Sokhné, ville à l'est de Palmyre et où se sont retranchés les terroristes après la reprise de la cité, selon une source militaire. Si le gouvernement s'emparaient de Sokhné, il serait aux portes de la province pétrolière de

Deir Ezzor (est), contrôlée en grande partie par Daesh. Et au cas où il s'emparerait d'al-Koum au nord de Palmyre, il arriverait à la lisière de Raqa, principal fief du groupe terroriste. Le commandement militaire syrien a affirmé que Palmyre serait «la base à partir de laquelle s'étendront les opérations contre le groupe terroriste, notamment à Deir Ezzor et Raqa (nord)», le but étant de «mettre fin à l'existence» de Daesh en Syrie.

Le ministre syrien de la Défense, Fahed al-Freij, a qualifié la reprise de Palmyre, surnommée la «Perle du désert», comme une étape essentielle en vue de la «victoire finale» contre Daesh qui contrôle toujours de vastes territoires dans le pays en guerre.

Les forces gouvernementales

vont en outre chercher à déloger Daesh de la localité d'Al-Alaniyé, au sud de Palmyre, pour avancer vers la frontière avec l'Irak, contrôlée en grande partie par les terroristes islamistes.

Pour Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie, «Daesh est évidemment plus faible que par le passé», mais «se battra avec beaucoup plus de détermination pour garder Raqa, sa capitale de fait, et Deir Ezzor, la plus grande ville qu'il contrôle en Syrie et sa porte vers l'Irak».

Dans Palmyre, les quartiers résidentiels ressemblaient à une ville fantôme, la quasi-totalité des habitants ayant fui les bombardements avant sa reprise par l'armée. Ils n'étaient toujours pas revenus hier, selon l'OSDH. Le site antique

porte les stigmates des ravages de Daesh, qui a détruit deux de ses plus beaux temples, son Arc de triomphe et des tours funéraires.

«Cinq ans seront nécessaires» pour réhabiliter les monuments endommagés ou détruits de cette cité antique classée au patrimoine mondial de l'Humanité, selon le chef des Antiquités syriennes, Maamoun Abdelkarim. Une experte de l'Unesco a toutefois mis en doute la capacité de rebâtir le site.

Les forces armées syriennes s'emploient à désamorcer les mines et bombes laissées par les terroristes. Un premier groupe de démineurs russes, équipé de détecteurs de mines et de radars, avec des chiens démineurs, est parti hier matin pour Palmyre, selon un média russe.